

RIVARD. — Laissez dire, messieurs. En posant cette question, M. Gendreau est dans son droit. Ma politique se résumera dans ces deux mots : la protection de l'agriculture et l'avancement de la colonisation.

GENDREAU. — Mais quel serait, suivant vous, le meilleur moyen de perfectionner l'agriculture.

RIVARD. — Ce serait, d'une manière générale, de protéger dans la législation les intérêts agricoles comme on le fait pour les intérêts commerciaux et manufacturiers. Ce serait, en particulier, d'encourager, par toute la province, l'établissement des cercles agricoles, et d'y envoyer des hommes entendus pour donner des lectures sur l'art de cultiver ; ce serait de favoriser, même à prix d'argent, l'érection de certaines industries se rapportant à l'agriculture, telles que beurreries, fromageries, manufactures de sucre de betteraves, afin de forcer, par l'appas du gain, les cultivateurs à abandonner la culture exclusive des grains pour admettre sur une plus grande échelle, celle du foin, des pâturages et des légumes.

GENDREAU. — Et que feriez-vous pour la colonisation ?

RIVARD. — Je ferais arpenter les cantons avant que les colons ne se présentent pour s'y établir ; je conduirais de tous côtés des chemins nombreux ; je pousserais dans les montagnes plusieurs lignes de chemin de fer ; en particulier je prolongerais, sous le nom de *Grand Nord*, le chemin de colonisation de St-Jérôme, d'abord jusqu'à Ste-Agathe, ensuite jusqu'au lac Nominique, puis en passant par la tête de la Lièvre et de la Gatineau, jusqu'au lac Témiscamingue.

GENDREAU. — Bon ! de ce train-là, vous allez ruiner la province ! Figurez-vous, messieurs, un gouvernement qui a sur les bras dix chemins de fer, vingt manufactures de sucre, cent fromageries, deux cents beurreries. Dépense ! dépense ! quelle dépense !

RIVARD. — Oui, la dépense ! C'est là, je le sais, le grand obstacle. Il est vrai qu'on ne recule pas devant cette grave difficulté lorsqu'il s'agit de canaux, de vaisseaux transatlantiques, d'édifices gigantesques pour les bureaux du gouvernement, et mille autres choses peut être d'une importance secondaire. On y approprie alors, sans y regarder de près, des centaines, des milliers, des millions de piastres sous prétexte d'utilité publique. Mais lorsqu'il s'agit de l'agriculture, cette mamelle de l'état, comme l'appelait un grand ministre, cette reine des industries, comme disait Napoléon, la base, la source première de la richesse d'un pays, on tremble de se montrer généreux. Comment ne comprend-on pas que, dans un pays jeune comme le nôtre, l'agriculture devrait être l'objet principal de l'attention du législateur ? En supposant même pour un instant que le gouvernement se laissât aller à ce qui pourrait sembler une extravagance dans l'encouragement